
RAPPORT DE LA PRESIDENTE GROUPE DES SPECIALISTES DE L'ELEPHANT D'AFRIQUE

Holly T. Dublin

WWF Regional Office, PO Box 62440, Nairobi, Kenya

Le changement, dit-on, est bon pour nous tous. C'est un soulagement parce que le changement est inévitable et que nous en constatons beaucoup tout autour de nous. En 1996, les changements qui nous ont touchés ont été pour la plupart remarquablement favorables. Il est clair cependant, qu'avec l'âge, le changement devient plus difficile à appréhender, même s'il est inévitable. Votre Présidente vieillissante et le beaucoup plus jeune Groupe de Spécialistes de l'Eléphant Africain (GSEAf) ont traversé récemment de nombreux changements mais semblent en ressortir intacts et pleins d'énergie pour relever le défi posé par les quatre années à venir.

Comme on s'y attendait, Ruth Chunge a quitté 'a la fin de l'année 1996 et elle a été bien remplacée par Keiren Bluestone en Janvier et Février. Notre nouveau Responsable de Programme pour le GSEAf, Greg Overton, a rempli ses fonctions dans un tourbillon d'activités tandis que Février se fondait imperceptiblement en mars. La parution de ceci, le 23ème numéro de *Pachyderm*, est la preuve que Greg est déjà bien "en place". Non content d'avoir nommé un nouveau membre pour le secrétariat ici, à Nairobi, le GSEAf s'est aussi adjoint un gestionnaire full-time pour la banque de données sur l'Eléphant d'Afrique, Willy Simons. Willy nous fera profiter des bénéfices de son expertise technique considérable dans les Systèmes d'Informations Géographiques pour réaliser la prochaine mise à jour de la Banque de données sur l'Eléphant d'Afrique tout en prêtant la main à la nouvelle initiative du GSEAf dans le domaine des conflits hommes-éléphants (voir plus bas).

Le Secrétariat du GSEAf (la Présidente, le Président, adjoint et les deux Responsables de Programme) ont eu l'honneur de participer 'a la facilitation de la Réunion Dialogue entre les Etats de l'aire de répartition de l'Eléphant d'Afrique à Dakar, au Sénégal, en novembre dernier. La réunion fut une occasion unique pour les cadres responsables des états de l'aire de répartition de discuter de toutes leurs préoccupations au sujet des

problèmes que connaît La conservation de l'éléphant en Afrique. L'attitude de chacun fut honnête et ouverte, et le dialogue constructif et animé. La réunion s'est terminée par un long communiqué commun touchant un grand nombre de sujets comme les stocks d'ivoire, le massacre et le commerce illégaux actuels, la réouverture possible d'un marché limité pour d'ivoire et les problèmes qui apparaissent lorsqu'on cherche à garantir un financement durable de la conservation de l'éléphant. Cette réunion dialogue sera suivie d'une autre série de discussions juste avant l'ouverture de la Dixième Réunion de la Conférence des Parties (COP10) à la CITES, à Harare, en Juin 1997.

Suite aux recommandations émises lors de la Réunion Dialogue des Etats de l'aire de Répartition, TRAF-FIC et le GSEAf ont lancé immédiatement une étude commune sur la dynamique du commerce illégal d'ivoire et sur le statut des stocks d'ivoire en Afrique occidentale et centrale. Dans ce but, Lamine Sebogo, le Responsable de Programme du GSEAf pour l'Afrique occidentale et centrale a étendu son domaine de compétences depuis le début de l'année en se chargeant d'une mission spéciale. En étroite collaboration avec TRAFFIC, Lamine a mené la première de toute une série d'études dans plusieurs pays pour déterminer l'importance et l'étendue du trafic d'ivoire et le statut des stocks d'ivoire détenus par des particuliers ou par les gouvernements en Afrique occidentale et centrale. Lamine a commencé par le Burkina Faso et essaiera d'avoir terminé son enquête et plusieurs autres investigations avant la COP 10.

En Janvier 1997, le GSEAf a fait un grand pas en avant dans la mise au point de son initiative concernant les conflits hommes-éléphants, avec la première réunion officielle de la Force chargée des Conflits Hommes-Eléphants. Cette Force, présidée par un membre du GSEAf, Richard Hoare (Zimbabwe), avec l'assistance d'autres experts dans ce domaine comme Martin Tchamba (Cameroun), Moses Kofi Sam (Ghana) et Sam Kasiki (Kenya) ainsi que Willy Simons, s'est fixé un

programme de travail ambitieux. Tout en commençant par une évaluation complète et multirégionale des endroits qui connaissent des conflits hommes-éléphants, la Force prévoit aussi des activités de suivi très étendues au cours de années suivantes. Aidée par le Secrétariat du GSEAf, la Force est en train de préparer une proposition pour mener à bien un travail sur : les facteurs impliqués dans les conflits hommes-éléphants dans les différentes zones biogéographiques; l'établissement d'un point central d'informations sur les conflits hommes-éléphants, comprenant une bibliothèque et des données standardisées provenant de tout le continent; les endroits où ces conflits risquent de devenir de vrais problème à l'avenir; la détermination de perspectives de médiation et de conciliation, et la réalisation d'essais de terrain à certains endroits choisis. Nous espérons que ce travail impliquera mais aussi aidera beaucoup de nos membres et partenaires dans les années à venir car cette question est importante et très difficile.

Entre ce numéro de *Pachyderm* et le suivant, les Parties à la CITES se seront réunies une fois de plus et auront pris une décision au sujet de trois propositions significatives qui leur ont été soumises, concernant le déclassement des populations d'éléphants de Namibie, du Botswana et du Zimbabwe. Pour le moment, il est impossible de prévoir la direction que prendront les débats, pourtant il est certain que, quel que soit le résultat de la COP 10, les décisions qu'elle aura prises

affecteront ceux d'entre nous qui sont impliqués dans la conservation de l'espèce. Exception faite de la gamme maintenant bien connue des opinions et des arguments divergents pour ou contre le déclassement proposé, une seule chose reste certaine: interdiction ou non, déclassement ou non, les éléphants africains continuent de se faire tuer en grand nombre pour répondre à la demande continue, voire même croissante, pour l'ivoire. Alors que la fièvre de la CITES bouillonne autour de moi, je ne peux que m'interroger sur l'impact direct de la Convention sur l'avenir de l'éléphant africain. Je ne cesse de me demander quand le monde va enfin commencer à comprendre le coût réel de la conservation d'une espèce qui est aussi psychologiquement et économiquement chère à chacun que l'éléphant d'Afrique. Et, quand nous aurons enfin compris le coût réel, qui va payer?

Ces prochains mois, la Présidente du GSEAf et le Président de la CSE vont formaliser la présence des membres. Les membres sont nommés pour une période de quatre ans et nous conduiront dans le prochain millénaire. A tous les nouveaux membres, je souhaite chaleureusement la bienvenue. A tous ceux qui quittent le GSEAf, je voudrais redire ma reconnaissance pour leur contribution ces trois dernières années. Le GSEAf est devenu de plus en plus solide pendant ces années, et je me réjouis de vivre un progrès semblable pendant les quatre suivantes.

Photo Credit: Joyce Poole

